

*Le budget—M. Keyes*

sonnes âgées, les moins fortunés et ceux qui vivent dans les régions éloignées de notre grand pays. Je serais le dernier à faire ce genre de chose.

**M. Joe Comuzzi:** Monsieur le Président, je veux féliciter le député de Hamilton-Ouest (M. Keyes) d'avoir fait une déclaration aussi succincte et aussi complète à propos du budget présenté par le gouvernement conservateur. Le tableau qu'il a brossé est très juste. J'aimerais que mon collègue commente ce qui a été dit avant qu'il ne prenne la parole à la Chambre.

Pour la première fois, monsieur le Président, nous commençons à nous rapprocher de ce que nous croyons être les chiffres exacts en ce qui concerne le déficit et la dette du Canada. Le député de Calgary-Nord-Est (M. Kindy), qui vient d'entrer, a dit dans une question qu'il a posée au ministre d'État chargé des Finances (M. Loisel) que le déficit. . .

**Le président suppléant (M. Paproski):** J'aimerais que le député fasse des observations sur le discours du député et qu'il lui pose sa question.

**M. Comuzzi:** Je lui demande de nous dire ce qu'il pense des chiffres que nous avons entendus à la Chambre, à savoir que le déficit était de 170 milliards de dollars en 1974, qu'il sera de 380 milliards en 1990, que le gouvernement actuel a pris la relève en 1970 et qu'il a augmenté le déficit pendant ses quatre années de pouvoir. Le député de Hamilton-Ouest pourrait-il commenter ces chiffres?

**M. Keyes:** Je remercie le député et je lui rappelle rapidement qu'on nous a promis que l'économie fleurira, que nous récolterions les fruits de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, que l'inflation s'estompera, que le marché de l'emploi progressera et que les taux d'intérêt tomberont. Il ne faut pas y compter. Si la Banque du Canada avait vu juste l'an dernier, son taux préférentiel serait maintenant de 7,8 p. 100 au lieu de 12,6 p. 100. Au demeurant, le ministre des Finances a déçu tous les Canadiens en se fixant comme objectif de maintenir le déficit à 30,5 milliards de dollars, soit au bas mot 1,6 milliards de plus que l'an dernier.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député de York-Sud—Weston a la parole et il sera suivi du député de York-Ouest.

**M. Marchi:** Nous sommes si près l'un de l'autre que nous pouvons intervenir en même temps.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Si vous voulez, vous pouvez tous deux poser ensemble les mêmes questions.

**M. Nunziata:** C'est comme Dupont et Dupond, monsieur le Président.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nunziata:** Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Hamilton. Il est en train de devenir rapidement l'idole de cette circonscription.

**Des voix:** Bravo!

**M. Nunziata:** C'était pour rire, Sheila. Mais il a prononcé un excellent discours. Ses électeurs sont sûrement fiers de lui parce qu'il ne craint pas d'intervenir à la Chambre pour dire les choses comme elles sont. Je voudrais que le député, qui est mon ami et mon collègue, place ce budget dans une juste perspective. A voir les mesures que le gouvernement conservateur a prises depuis cinq ans, on comprend d'emblée quel était son programme au départ: démanteler le Canada que nous connaissons et que nous chérissons. Lorsqu'ils ont pris le pouvoir il y a quatre ans, les conservateurs ont commencé à démanteler notre pays. Ils se sont débarrassés de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Puis, au cours de la dernière législature, ils ont privatisé notre transporteur national, Air Canada.

**Des voix:** C'est un scandale!

**M. Nunziata:** Ils nous ont donné le libre-échange. Nous avons fait l'impossible pour lui montrer les aspects négatifs du libre-échange. Nous apprenons maintenant qu'il compte démanteler le service ferroviaire voyageurs du Canada, VIA Rail. Nous savons qu'il a l'intention de réduire petit à petit l'ensemble des mesures de sécurité sociale qui existent au Canada: la pension de vieillesse, les allocations familiales, l'assurance-chômage et les paiements de transfert aux provinces destinés au régime de soins médicaux et à l'enseignement postsecondaire.

• (1650)

La question que j'adresse à mon ami et collègue est la suivante. N'est-il pas évident que la nature exacte du programme conservateur est d'anéantir ce qu'on a mis une certaine d'années à construire, soit un pays qui se préoccupe des défavorisés, qui a de la compassion pour ses citoyens, un pays qui est devenu une source de fierté pour le monde? Mon ami pourrait-il épiloguer sur le